

des prestations ne leur permet pas de faire vivre tous leurs enfants.

Le fait est que le programme de formation professionnelle des adultes serait excellent pour une famille de classe moyenne, mais très peu de gens dans cette catégorie ont besoin de ce genre de formation. C'est pourquoi il est nécessaire de faire les changements suivants. D'abord, les allocations doivent atteindre au moins le niveau dit de pauvreté pour toute famille, grande ou petite, dont un des membres participe à ce programme de formation.

La troisième lacune du programme de formation professionnelle des adultes provient de ce qu'il est appliqué dans un contexte administratif absolument chaotique. Cet aspect est mis en relief dans le rapport du 1^{er} décembre 1969 de l'association des collèges d'arts appliqués et de technologie d'Ontario. Permettez-moi de vous en lire des passages:

Le Centre de main-d'œuvre du Canada et l'institution locale d'enseignement, on l'a déjà dit, fonctionnent dans le vide administratif avec peu ou point de consultation utile, que ce soit au niveau de l'élaboration des politiques ou à celui de l'administration quotidienne. Apparemment, le service fédéral estime que cela sauvegarde mieux ses prérogatives, s'appuyant, pourrait-on supposer, sur l'hypothèse erronée selon laquelle la formation et recyclage peuvent s'acheter avec la même insouciance que les victuailles hebdomadaires.

Cette citation n'émane pas d'une source partisane, mais d'un groupe sérieux de professeurs et d'administrateurs, et elle représente une appréciation objective du programme de recyclage de la main-d'œuvre. Plus loin, le même rapport démontre clairement qu'on ne s'efforce aucunement de coordonner la planification des programmes du ministère fédéral de la Main-d'œuvre, autorité administrative et financière ultime, avec les autorités des programmes de main-d'œuvre de l'Ontario qui offrent des possibilités de formation. Voilà un sérieux problème économique. Sans parler des autres lacunes, on ne fait aucune prévision appropriée à long terme en ce qui concerne les besoins en main-d'œuvre. Je souligne le terme «appropriée» car on fait, bien sûr, des prévisions à long terme.

● (12.30 p.m.)

Ce qui ressort de cette étude, c'est l'absence totale de coordination en matière de planification entre le palier fédéral et le palier provincial pour faire face aux besoins réels de main-d'œuvre au Canada. La conséquence inévitable, c'est naturellement qu'un nombre considérable de Canadiens sont formés pour des emplois inexistantes et qu'il y a, sur le marché du travail, des emplois vacants sans personnel formé pour les occuper.

[M. Broadbent.]

Une autre lacune du ministère de la Main-d'œuvre, c'est l'absence inouïe de direction en matière de programmes de recyclage. Il n'a pas su encourager les nouvelles approches ni secondar les efforts originaux déployés à l'extérieur de la Fonction publique.

Je voudrais relever le cas particulier de Frontier College. C'est une maison d'enseignement privée, fondée en 1899. Il a reçu sa charte et la reconnaissance officielle du gouvernement par une loi de 1922. La raison d'être de Frontier College est de servir les catégories de gens dont je viens de parler, c'est-à-dire, ceux qui vivent à la périphérie de notre système économique: Esquimaux, Indiens, cheminots et, dans les régions éloignées, les bûcherons, etc. Ce collège a connu un grand succès, car il a permis à ces groupes de profiter de programmes d'enseignement et de formation de la main-d'œuvre.

Frontier College est hautement estimé par tous les spécialistes de chez nous. Je n'aurai pas le temps de vous fournir des détails sur ses activités. Il a accompli une tâche exceptionnelle dans les Territoires du Nord-Ouest, à Terre-Neuve et dans d'autres régions. Lorsque ses représentants sont venus demander au gouvernement \$50,000, somme minime, pour poursuivre leur œuvre, le ministère de la Main-d'œuvre a rejeté leur demande et ne leur a accordé que le montant absurde de \$5,000. Ces \$5,000, sauf erreur, venaient du ministère du Travail. Nous avons ici un groupe compétent de jeunes gens, presque tous diplômés qui ont renoncé à un revenu appréciable de plusieurs milliers de dollars, pour travailler aux côtés de leurs élèves. Ils sont manœuvres le jour et enseignants le soir. Il y a toujours beaucoup de jeunes gens qui présentent des demandes pour ce genre de postes. Le gouvernement les a fort mal traités. Ils se sont acquittés d'une charge que devrait assumer le ministère de la Main-d'œuvre dans ces régions et pourtant ils ne reçoivent pas la reconnaissance et l'encouragement qui leur seraient dus. L'indifférence et le découragement sont leur lot.

J'ai essayé de montrer que le ministère de la Main-d'œuvre a échoué dans quatre domaines. Il n'a pas réussi à donner une formation à ceux qui en avaient le plus besoin. Il ne fournit pas d'allocations suffisantes et, sur le plan administratif, c'est le chaos en matière de planification. Enfin, il ne fait preuve d'aucune imagination ni d'aucune initiative pour atteindre les habitants des régions éloignées. Avant de quitter ce sujet, j'aimerais dire quelque chose qui devrait être évident à tous, mais qui malheureusement ne l'est pas. Un